



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale



ETUCE – European Trade Union Committee for Education
Education International - European Region

President
Larry FLANAGAN

Vice-Presidents
Odile CORDELIER
Andreas KELLER
Trudy KERPERIEN
Dorte LANGE
Branimir STRUKELJ

Treasurer
Joan DONEGAN

European Director
Susan FLOCKEN

ETUCE-CSEE
Boulevard Bischoffsheim 15
1000 Brussels | BELGIUM
secretariat@csee-etu-ce.org
+32 2 224 06 92

Position du CSEE sur le Rapport final

« Investissements de qualité dans l'éducation et la formation »

Décembre 2022

En octobre 2022, le groupe d'expert·e·s ad hoc de la Commission européenne a publié le rapport « [Investissements de qualité dans l'éducation et la formation](#) ». Le CSEE réitère les messages véhiculés dans sa [Position concernant les investissements de qualité dans l'éducation et la formation](#), adoptée par le Comité du CSEE en mars 2022 relative à la version intermédiaire du même rapport.

Le rapport final, cependant, s'ouvre sur l'avant-propos de la Commissaire Maryia Gabriel : « L'investissement public dans l'éducation et la formation est un investissement dans notre avenir. Au sein de l'Union européenne, nous nous engageons à faire en sorte que chacun·e reçoive la meilleure éducation possible ». Le CSEE se félicite de cette déclaration d'ouverture car elle indique un consensus croissant autour de l'un des principaux messages que le CSEE a toujours vivement défendus : le rôle fondamental de l'investissement public pour fournir une éducation de qualité et inclusive pour tou·te·s. Il va également dans le sens de la « [Déclaration pour construire une vision partagée sur l'efficacité, l'efficience et l'équité des investissements dans l'éducation](#) » adoptée en avril 2022 par les ministres de l'Éducation, de l'Université et de la Recherche de 26 États membres de l'UE.

Comme le confirme le rapport du groupe d'expert·e·s, investir dans l'éducation et la formation porte ses fruits et a des effets durables à moyen et à long terme. Les expert·e·s appellent à des actions opportunes car plus l'investissement est réalisé tôt, plus les bénéfices futurs sont importants. Le CSEE soutient donc l'avis des expert·e·s selon lequel relever les défis existants et émergents nécessitera des investissements publics majeurs dans plusieurs secteurs, qui s'étendront au-delà de la portée et de l'horizon temporel de la Facilité pour la reprise et la résilience.

Cependant, garantir l'investissement public ne peut être soumis à une simple analyse coûts-avantages, comme le suggère le rapport. Malgré la reconnaissance des spécificités du secteur de l'éducation et le fait que les politiques d'éducation sont des investissements avec des coûts actuels et des avantages à long terme, le rapport appelle à une analyse coûts-avantages des politiques d'éducation pour évaluer l'efficacité de ces interventions et choisir entre différentes politiques visant à promouvoir des finances publiques viables. Le CSEE critique l'approche sous-jacente

axée sur le marché de l'investissement dans l'éducation adoptée dans le rapport, encourageant *de facto* la marchandisation de l'éducation, au détriment des aspects de bien public et de droit humain.

Suite à l'appel lancé par les ministres dans leur déclaration d'avril 2022, la Commission européenne a également mis le [Learning Lab \(laboratoire d'apprentissage\)](#) en place afin de promouvoir l'utilisation de l'évaluation des politiques d'éducation et identifier les moyens d'investir dans les politiques d'éducation. Le CSEE est préoccupé par l'approche descendante qui sous-tend cette initiative et l'utilisation du rapport « Investissement de qualité dans l'éducation et la formation » pour orienter les travaux du *Learning Lab*.

* * *

